

Pour un syndicalisme vraiment féministe

Nous nous félicitons que, depuis quelques années, les questions féministes trouvent leur place dans les débats au sein du SNES-FSU et qu'une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles ait été créée en 2019. Cependant, il nous semble qu'il faille aller beaucoup plus loin pour construire une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans notre organisation syndicale ainsi que pour favoriser un militantisme égalitaire, féministe et intersectionnel.

À l'image de ce qui a été instauré dans certains S2 et S3, nous revendiquons une juste répartition des interventions et du temps de parole entre les hommes et les femmes. Nous sommes nombreux·ses à constater, parfois avec agacement, la longueur et la fréquence des interventions masculines lors des réunions, que ce soit dans nos établissements mais aussi dans nos échanges syndicaux. Nous nous devons de prendre des mesures volontaristes pour favoriser la prise de parole des femmes et garantir un partage des interventions entre les hommes et les femmes !

De la même manière, nous demandons à ce que la parité soit respectée dans l'ensemble des instances du SNES-FSU. Nous représentons une profession largement féminisée, nous devons donc le faire au mieux, notamment en construisant des listes où la proportion de femmes est équivalente au nombre d'entre elles dans chaque corps concerné, mais aussi en œuvrant pour une répartition paritaire des responsabilités, notamment dans les secteurs, à tous les niveaux de notre syndicat.

À l'instar de ce qui a été mis en place dans certains S3, nous revendiquons la généralisation des secteurs femmes dans le but d'assurer la formation des militant·es sur ces questions. Ces espaces permettent de faire progresser l'ensemble de la section académique sur des valeurs féministes, intersectionnelles et politiques tout en levant progressivement les freins qui limitent les militantes dans leurs actions et travaux syndicaux.

À l'image d'autres organisations et associations, il nous semble urgent d'adopter dans l'ensemble de nos textes et communications le langage égalitaire, également appelé le langage inclusif. Blanquer veut nous l'interdire, raison de plus pour y avoir recours ! Cela favoriserait une uniformisation des pratiques et insisterait, jusque dans nos écrits, sur notre vision égalitaire de la société.

Il est grand temps pour le SNES-FSU de tout faire pour devenir en actes un syndicat aux valeurs et à l'organisation féministes.

Mina El Azzouzi et Audrey Oualid, École Émancipée